

Mutations au Brésil. Vue d'Amazonie*

Philippe HAMELIN**

INTRODUCTION

1980-1990 serait « une décennie perdue pour le développement » selon les Nations unies. En Amérique latine (AL), la lecture du produit national brut (PNB) et du produit intérieur brut (PIB) en légère baisse selon la Banque mondiale pourrait nous amener à une conclusion encore plus pessimiste, L'Amérique latine serait entrée en phase de sous-développement.

Pourtant peut-on oublier que c'est la décennie qui a vu le « retour » de la démocratie sur ce continent, du Nicaragua au Chili en passant par le Brésil. Le retour à la démocratie est essentiel en lui-même, mais il traduit certainement une modification en profondeur des structures sociales des sociétés latino-américaines, annonciatrice de changements encore plus fondamentaux.

L'Amérique latine n'est plus riche de ses énormes ressources agricoles, minières et industrielles, elle est riche de ses hommes d'où la démocratie, premier symbole de cette nouvelle perception de l'univers social. Il suffit de rappeler que ce continent a perdu 75 % de sa population durant le premier siècle de colonisation (VALLIN, 1989), du massacre des Incas par Pizarro (HEMMING, 1974) à l'extermination des Tupinambas au Brésil par Bento Maciel (OLIVEIRA, 1983), pour comprendre que dans ce « nouveau monde » l'homme n'était qu'une marchandise utile, lorsqu'il servait à l'appropriation des richesses.

Si la démocratie est un indicateur de cette mutation, en ce qui concerne la société, le changement de régime démographique la

* Les données de cet article, sauf celles référencées, proviennent de deux enquêtes réalisées par l'auteur en 1986 et en 1987 — la première auprès d'un échantillon de 1730 chefs de familles et la seconde, plus qualitative, auprès de 110 femmes — ainsi que d'observations durant les séjours sur place entre 1985 et 1991.

** Démographe Orstom, 22, rue Vauquelin, 75005 Paris.

traduit au niveau de l'individu et de la famille ; car avoir volontairement moins d'enfants pour les élever mieux c'est déjà replacer l'homme au centre de la société (1).

En quelque sorte, nous assistons à une rupture définitive avec le passé colonial. Car, malgré plus d'un siècle d'indépendance, les élites dirigeantes n'avaient pas renoncé aux modèles insufflés par les anciennes puissances coloniales. Le retour à la démocratie de l'Espagne et du Portugal durant la décennie précédente a permis cette impressionnante mutation sociologique et culturelle. Un changement nécessaire qui fait sauter les verrous pour un accès aux voies du développement. Un développement qui pourrait nous surprendre de la part de nations qui ont enfin trouvé dans le respect d'elle-même, une identité propre.

Une mutation profonde

Démocratie, crise économique et transition démographique ne sont que des mots et ne rendent compte que de manière très imparfaite, de la complexité des phénomènes qui ont agité ces sociétés : mutations profondes et lisibles jusqu'à l'intérieur des groupes les plus périphériques. Au Brésil, ces mutations ont atteint tout l'édifice social et même la lointaine Amazonie.

La construction de la Transamazonienne et la colonisation des terres qui la bordaient, étaient l'un des projets « pharaoniques » entrepris par les gouvernements militaires au pouvoir au Brésil, durant le miracle économique des années soixante-dix. Ce projet était, de la part de ces auteurs, surprenant même s'il avait pour objectif d'intégrer l'Amazonie, il ne visait ni au pillage des ressources ni à la reproduction à l'identique de la société mais à l'établissement d'un monde nouveau beaucoup plus proche des expériences jésuites au Paraguay. Les militaires pensaient, avec une certaine naïveté égalitariste, qu'aussi loin de la société corrompue, ils pourraient créer un Homme nouveau dans une société meilleure et que, à partir de cette base, ils essaieraient sur tout le Brésil.

Ce mythe a été largement diffusé puisque les colons se présentent, encore aujourd'hui, comme les bâtisseurs du Brésil de demain ou d'un monde nouveau. Mais les militaires se ravisèrent rapidement et, prétextant un coût trop élevé, décidèrent de « subventionner le capitalisme » pour développer l'Amazonie. Eurent-ils peur de la

(1) Les perceptions individuelles de la société et de la place et du rôle des individus dans celle-ci, sont certainement aussi fondamentales que les facteurs économiques pour l'analyse des changements démographiques.

réussite de leur utopie égalitaire ou peur de se noyer dans son mirage ?

À partir de l'étude de cas du *município* (2). d'Uruara nous allons montrer quelle est la répercussion de ces mutations dans une zone périphérique comme la frontière agricole en Amazonie.

Uruara

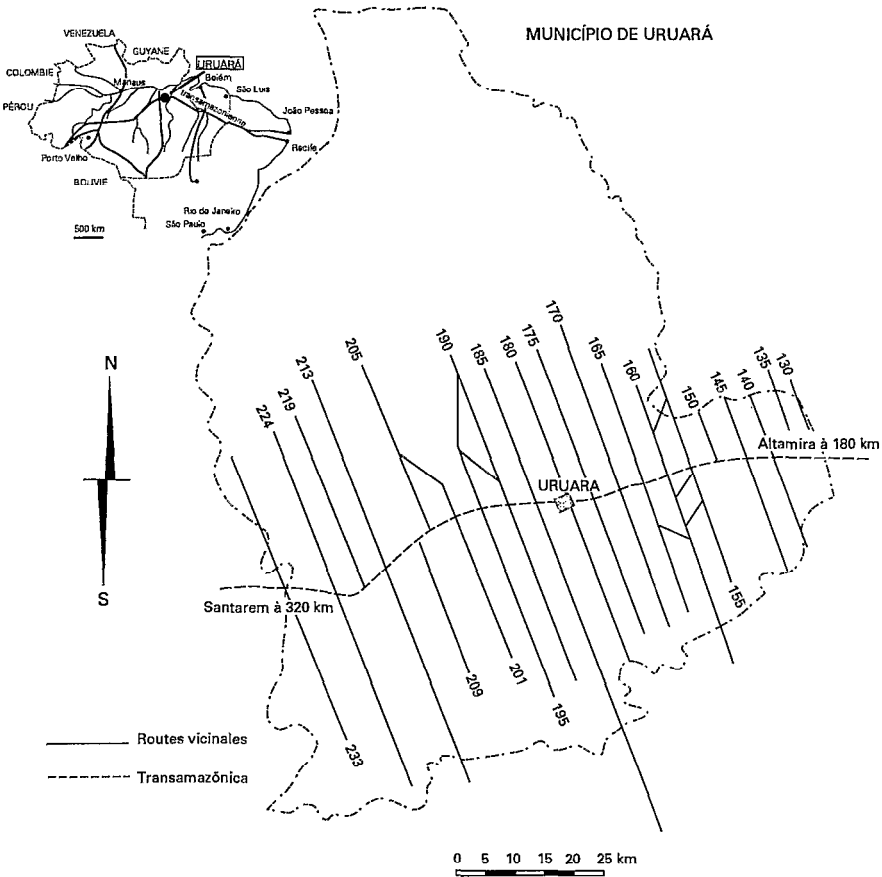


FIG. 1. — Carte de situation.

(2) La plus petite division administrative et politique du Brésil qui n'en compte que deux autres, les États qui forment la Fédération. Le *município* peut être comparé au comté des États-Unis.

La petite ville d'Uruara (7000 habitants en 1990) créée spontanément en 1978 autour de la maison du prêtre et d'une école, est le siège, depuis 1989, du *município* du même nom, d'une superficie de 10000 kilomètres carrés et peuplé de 30000 âmes environ.

En 1972, arrivèrent, recrutés et transportés en avions ou en autobus par l'Institut national de la colonisation et de la Réforme agraire (Incra), les premiers colons originaires du Sud et du Nordeste. La mise en veilleuse du projet par le gouvernement ne laissera à l'Incra qu'un rôle ambigu de régularisation foncière, l'église catholique prendra en charge l'organisation de l'espace socio-politique et la vie économique se construira autour de petits commerces privés.

Malgré le retrait de l'État, les flux migratoires ne seront pas interrompus. À l'euphorie des débuts, a succédé une période de stagnation qui a culminé avec la crise économique du début des années quatre-vingt, époque où les flux migratoires ont certainement été négatifs. Récemment, suite à une période de prospérité économique (de 1985 à 1987), sont apparues des organisations socio-politiques modernes échappant au contrôle de l'église catholique, concrétisée par la création du *município*, une économie et des systèmes de production plus diversifiés. Enfin, les campagnes écologistes ont provoqué la réaction de la population, réaction de rejet pour ces « bâtisseurs d'un monde nouveau » qui ne comprennent pas pourquoi brutalement, ils se retrouvent aux bans de l'humanité.

ÉVOLUTION SOCIO-POLITIQUE

La situation nationale

Au Brésil, le processus de démocratisation de la vie publique a connu trois phases :

- sous la dictature militaire ;
- 1985-1987, le retour de la démocratie ;
- la consolidation de la démocratie.

Sous la dictature militaire

Sous la dictature militaire l'Église reste le seul canal d'expression pour l'opposition. Elle forme directement ou dans ses structures périphériques les cadres qui arriveront au pouvoir à partir de 1985 lors du retrait des militaires. Le ministre de la Réforme agraire sera indiqué par l'Église. Le rôle politique de l'Église déclinera fortement dans la deuxième partie de la décennie pour deux raisons :

- les militants n'ont plus besoin de ses structures pour s'exprimer avec le retour de la démocratie ;
- la nouvelle politique de Rome qui, jugeant l'église brésilienne trop engagée, va donner tout son appui à l'aile la plus conservatrice, tout en tentant de briser la partie la plus engagée, comme le montre bien le remplacement de Don Helder Camara à Récife ou la partition du trop puissant évêché de São-Paulo.

1985-1987 Le retour de la démocratie

La période qui va de 1985 à 1987 connaît de grandes turbulences. La démocratie naissante sera menacée par des groupes extrémistes : — à droite avec l'Union démocratique rurale (UDR), organisation de grands propriétaires ruraux opposés à la Réforme agraire, qui se proposait d'organiser des milices armées pour défendre les propriétés, et dont plusieurs membres seront impliqués dans l'assassinat de petits paysans dans le sud du Para ; — à gauche, avec ces militants totalement désavoués par la direction du Parti des travailleurs (PT) qui ont attaqué une banque à Bahia.

L'action extrémiste n'a pas pu se développer, faute d'un soutien parmi la population beaucoup plus désireuse de réforme progressive que de changements brutaux et aventureux qui pouvaient remettre en cause les acquis de 1985.

La consolidation de la démocratie

Malgré les tensions et les crises, l'assemblée élue en 1986 a réussi à rédiger et à adopter la nouvelle constitution brésilienne. L'élection présidentielle de 1989, la première au suffrage universel depuis trente ans, s'est déroulée dans le calme et presque avec sérénité. Le nouveau président de la République n'a pas une majorité stable au Congrès, les électeurs lui ayant refusé lors des législatives de novembre 1990, contrairement aux élections de 1986 qui avaient vu le parti du président au pouvoir accaparer plus de 80 % des sièges. La population n'a qu'une confiance limitée dans les hommes politiques qu'elle juge démagogues et corrompus. Mais elle ne croit plus en l'homme providentiel, ce qui est une rupture remarquable pour une société qui a toujours été à la recherche du miracle ou du magicien qui résoudrait tout les problèmes, le pouvoir se dépersonnalise. Elle préfère répartir les pouvoirs, ce qui condamne à court et moyen termes toutes tentatives d'aventures politiques et conforte la démocratie.

Uruara

En 1980, Uruara et toute la zone de la Transamazonienne est sous contrôle direct du pouvoir central, les préfets (3) sont nommés. Les militaires contrôlent la région, un bataillon de la jungle est basé à Altamira et un régiment du génie est stationné à l'ouest près de Santarém. L'Inkra compte parmi ses membres d'anciens militaires ou des gens proches des services de renseignements. Cet appareil de contrôle n'a jamais eu à faire la preuve de ses capacités répressives tant la peur réduisait la population au silence : aux souvenirs de ceux qui avaient vécu ou entendu parler de la répression des ligues paysannes du Nordeste, après le coup d'État de 1964, s'ajoutaient les récits exagérés et apocalyptiques des sévices subis par les populations lors de la répression par les militaires de la guérilla de l'Araguaia (4).

La population était largement dépolitisée et les thèses du pouvoir central mollement relayées par ses fonctionnaires sur le terrain. Aucun opposant ne pouvait exprimer une critique sous peine de se voir accusé de communisme et d'être marginalisé par la population. Un seul canal d'expression non gouvernemental restait ouvert : l'église catholique.

L'église catholique à Uruara : une école de formation des élites

L'église catholique, imprégnée par la théologie de la libération, reprendra à son compte le mythe de l'utopie égalitaire sur lequel, au départ, les militaires avaient fondé le projet de colonisation. Elle le poussera même à l'absurde quand, sentant que le mythe lui échappe, elle fera la confusion entre une Église au service des pauvres et une église des pauvres d'où les « riches » seront exclus. Malgré ces excès, par un recentrage sur le religieux et, à la fin, des interventions directes en politique, elle gardera une place prépondérante, même si de nombreuses sectes protestantes contestent aujourd'hui son hégémonie. Elle doit sa force au fait qu'aujourd'hui la majorité des animateurs de la vie sociale, politique ou économique, ont été formés par elle.

(3) Équivalents de nos maires mais pour des territoires plus vastes, les préfets sont les chefs de l'exécutif du *município* ; ils sont élus au suffrage uninominal à un tour.

(4) La guérilla de l'Araguaia fut l'unique tentative d'implanter la lutte armée dans les campagnes au Brésil. En 1972, le gouvernement brésilien a mobilisé 20000 militaires pour étouffer ce mouvement qui n'a jamais compté plus de 100 militants actifs dans le sud-est de l'Amazonie.

À Uruara, à la fin des années soixante-dix, se constitue, autour du prêtre, un groupe de fils d'agriculteurs relativement aisés. La divulgation de la théologie de la libération et surtout la fondation des Communautés ecclésiales de base (CEB) sont leur principale mission. Les CEB sont des groupes de voisins qui devront tendre vers l'autosuffisance alimentaire, la gestion communautaire et l'organisation collective du travail; le *mutirao* (5) est un pas vers l'abolition de la propriété individuelle.

Les jeunes laïques qui entourent le prêtre mènent une vie d'ascète; au service des pauvres ils doivent montrer l'exemple. Ils prêcheront la « conscientisation », le partage, l'esprit communautaire, contre la corruption de l'argent et du commerce et tenteront de convaincre les paysans des vertus de la pauvreté. Dans ce cadre, les cultures de rente (cacao et poivre) seront condamnées, « elles n'aident en rien le peuple affamé, elles ne sont exportées que pour le plaisir des riches des pays nantis » elles sont aussi parfois diabolisées (6). Les petits paysans qui ont déjà des plantations sont invités à les abandonner ou à les détruire, et l'on va jusqu'à des menaces voilées d'excommunication pour les planteurs qui persistent.

La hiérarchie catholique mettra fin, en douceur, à l'expérience en changeant le prêtre. Les jeunes laïques seront alors poussés à plus d'autonomie, avec l'aide du nouveau prêtre et surtout de la Commission pastorale de la terre (CPT) (7). Ils fondent le Syndicat des travailleurs ruraux (STR) d'Uruara en avril 1984, l'évêché leur concédera une parcelle, près de l'église, pour bâtir leur siège.

Cette expérience fut un échec, la hiérarchie catholique la jugeait dangereuse car elle pouvait déboucher sur la lutte armée. Mais ce fut aussi une formidable école de formation puisque tous ses principaux militants occupent aujourd'hui des postes de responsabilité, préfet, présidence du PT, présidence du STR.

Les frères lassalistes, ordre religieux enseignant, ont construit le premier grand bâtiment en dur d'Uruara, destiné au fonctionnement d'un petit séminaire ou d'un collège agricole. Les projets n'ayant pu se concrétiser, les frères se sont tournés vers l'école publique; en 1985, l'un d'eux était directeur de l'école de la ville d'Uruara et

(5) Forme de travail communautaire pour l'agriculture mais aussi pour bâtir une église, une école, etc.

(6) Le poivre est dénoncé comme matière entrant dans la fabrication des bombes [?] et cette rumeur persistera longtemps (ARAUJO, 1991).

(7) La CPT est une organisation multiconfessionnelle, dominée par l'église catholique, qui a pour mission d'aider et de soutenir les petits paysans dans leurs luttes et de conforter leurs organisations.

l'autre « superviseur ». Mais surtout la disponibilité de leurs locaux leur ont permis d'organiser des sessions de formation pour les enseignants qui sont très peu qualifiés. C'est lors de ces rencontres que fut créé le syndicat des professeurs. Ce syndicat a toujours son siège dans les locaux des lassalistes.

Il faut aussi ajouter quelques enfants de pionniers envoyés vers le séminaire. Certains sont revenus à Uruara préférant installer un commerce prospère au sacerdoce.

Le rôle primordial et traditionnel que joue l'église catholique dans la formation des « élites » lui assure des entrées et une influence dans tout le tissu social; une méthode bien plus certaine pour sa pérennité qu'une implication directe dans les stratégies de changements sociaux.

Du STR à la création du *município*

En 1985, l'église catholique a donc formé les premiers cadres de la société civile et posé les premières pierres des organisations qu'ils vont diriger. L'évolution de ces structures aboutira, en mars 1989, par un cheminement parfois chaotique, à la création du *município* d'Uruara dirigé par un préfet et des *veradores* (8) démocratiquement élus en novembre 1988. La revendication d'autonomie municipale n'a pas pour origine les organisations proches de l'église catholique; elles avaient des objectifs plus grandioses. Ce sont de riches planteurs, issus des pionniers de la première heure et dirigés par un puissant commerçant (9) arrivé en 1982, qui, lors d'un voyage à Bélem, capitale de l'État du Para, ont revendiqué pour la première fois le statut de *município* pour Uruara (10). Ce groupe, proche des politiciens de droite, représentait localement l'opposition structurée au STR. Le préfet actuel fera une courte alliance avec eux en 1986; cette alliance sera rompue pendant la campagne électorale de 1986 (11). quand leur dirigeant fera assassiner par ses employés, trois paysans occupant une propriété de 500 hectares qu'il venait d'acheter. La vague de violence se poursuivra jusqu'au début de l'année 1987.

(8) Neuf au minimum, ils forment le pouvoir législatif du *município*, ils votent les lois et contrôlent la gestion du préfet.

(9) Il avait le monopole de la distribution des carburants, il possédait aussi une scierie importante et il était propriétaire foncier.

(10) Uruara dépendait du *município* de Prainha dont le siège, la ville de Prainha, était située à plus de 200 kilomètres à vol d'oiseau sur la rive nord de l'Amazonie et à quatre jours de voyage par la route et le fleuve.

(11) L'élection de novembre 1986 concernait les gouverneurs et les députés des États de la fédération, ainsi que l'ensemble des députés fédéraux et le tiers du sénat qui devait rédiger la nouvelle constitution brésilienne.

Le STR, fondé en 1984, a connu son apogée quand, conjointement avec le syndicat des producteurs de canne à sucre de Medicilândia, la ville voisine, profitant du retour des civils au pouvoir, il a organisé l'occupation de l'esplanade des ministères à Brasília, pendant trois semaines, en juin 1985. En retour, ces syndicats ont obtenu des subventions pour la construction d'écoles, d'un hôpital, pour l'entretien des routes et pour la réouverture de l'usine de transformation de la canne à sucre, à Medicilândia. Mais, en avril 1986, après l'organisation d'une manifestation contre le gouverneur de l'État venu, en compagnie du ministre de la Réforme agraire, inaugurer la réouverture de l'usine, le STR exclut son président qui deviendra, nous le verrons, préfet d'Uruara. Le STR, après son départ, connaît une période de sectarisme. Une fraction dure propose même la lutte armée ou, pour le moins, de répondre à la violence du groupe de droite. En 1987, l'aile la plus radicale du STR veut mettre à profit la confusion engendrée par l'assassinat de dirigeants du groupe de droite, pour passer à l'action. Par la suite le syndicat s'ouvre aux préoccupations plus immédiates des petits paysans mais, faute de moyens et de personnel qualifié, il décline petit à petit.

L'ex-président du STR est nommé représentant du préfet de Prainha en 1987, grâce à ses appuis politiques (12). Le groupe des propriétaires ayant disparu sur sa droite et sur sa gauche le STR étant en veilleuse, il peut organiser un référendum sur l'émancipation municipale d'Uruara ; cette dernière est acceptée par plus de 90 % de la population. Il sera ensuite très largement élu préfet en novembre 1988 et sa liste remportera 8 des 9 sièges de *veradores*, alors que le PT, bras politique du STR, obtiendra un siège et la liste dirigée par un gros planteur de cacao n'aura aucun représentant.

Durant la période 1988-1990, le préfet, grâce à ses relations avec le pouvoir à Bélem et à Brasília obtiendra des ressources financières importantes qui serviront à la construction et à la rénovation des infrastructures : routes, ponts, écoles, aménagements urbains ; des générateurs électriques seront livrés en novembre 1990 pour électrifier la ville. Le préfet contrôle alors pratiquement la cité, jusqu'au moment où la dissidence de 4 des 8 *veradores* de son groupe l'oblige à négocier le soutien du PT dont l'unique représentant détient le pouvoir de faire basculer la majorité de la chambre municipale. Comme aucune élection n'est prévue au Brésil avant 1993 et que la politique économique du gouvernement fédéral est restrictive, l'espoir d'obtenir des subventions pour amadouer la population est très mince ;

(12) Le sénateur et le député, soutenus par l'ex-président du STR lors des élections de 1986, ont été élus en partie grâce aux votes d'Uruara.

le préfet ne peut plus exercer la direction du *municipe* sans contrôle et sans que s'expriment des oppositions.

LES CHANGEMENTS ÉCONOMIQUES

La situation nationale

Le Brésil est la neuvième puissance économique mondiale et la troisième derrière l'Allemagne et le Japon pour le solde de sa balance commerciale. Là s'arrête la comparaison ; le développement industriel intervenu, grâce à un recours massif à l'endettement, sous les gouvernements militaires n'est pas homogène : d'une part à côté de secteurs modernes subsistent des modes de productions archaïques, conséquence du protectionnisme et des faibles coût de la main-d'œuvre ; et, d'autre part, le parc industriel est très mal réparti sur l'ensemble du territoire puisque l'État de São Paulo concentre 55 % de la production en valeur pour 21 % de la population et moins de 5 % du territoire brésilien (THÉRY, 1989). Le second choc pétrolier et la crise financière qui a suivi ont ralenti la modernisation de l'appareil de production, l'État se contentant de subventionner les entreprises déficitaires. Durant la période 1985-1989, les premiers gouvernements civils ont hésité sur le choix des modèles de développement économique. Les secteurs les moins productifs ont dû s'adapter ou disparaître. Le véritable virage a été pris en quatre-vingt-dix avec l'ouverture du marché et les projets de privatisation qui entraînent une restructuration douloureuse de l'économie brésilienne. Si, à court terme, la crise est importante, la prise de conscience qu'il n'y a pas de solution « miracle » et le changement de mentalité qu'elle entraîne font que l'on peut être optimiste à moyen terme car le Brésil a de nombreux atouts.

L'État providence qui nationalisait les pertes et privatisait les profits n'existe presque plus. La dette extérieure a perdu de son poids relatif, elle pourrait devenir supportable lors des prochaines renégociations. Mais les groupes dominants assis sur le pouvoir de l'argent facilement gagné, n'abandonneront pas leurs privilèges sans combattre. Un analphabétisme important, un système de santé publique qui ramène la neuvième puissance économique mondiale aux environs du quatre-vingtième rang mondial pour les indicateurs de santé font que cette ultime bataille pour achever la mutation demeure incertaine.

Le Brésil ressort de la crise des années quatre-vingt avec :
— une agriculture modernisée : le secteur agricole est le seul à avoir connu une croissance significative durant les années quatre-vingt ;

— un formidable marché potentiel : la consolidation de la démocratie implique la satisfaction des besoins des classes moyennes et pauvres de la population dont le pouvoir d'achat a été laminé par la crise ;
— un appareil industriel modernisé et surtout allégé de ses poids morts : l'État n'a plus les moyens ni la volonté de les secourir.

Uruara

À Uruara au début des années quatre-vingt, le système de production mis en place par le plan de colonisation est en crise.

Ce système basé principalement sur la production de vivriers résiste mal au retrait de l'État engagé non seulement dans l'assistance technique mais aussi dans les structures de commercialisation et de financement. L'élevage démarre lentement dans les grandes propriétés (13), souvent après la revente des terres par les premiers attributaires qui étaient surtout des spéculateurs.

L'État, par différents canaux, à la fin des années soixante-dix, a incité les cultures du poivre et du cacao souvent par des prêts qui furent des quasi-subsidies ; ces mesures n'ont touché que très peu de producteurs (14). En 1986, 350 agriculteurs possèdent une plantation en production (trois ans et plus), si l'on déduit ceux qui, découragés par la crise ou pour suivre les recommandations de l'Église, ont laissé à l'abandon leur plantation, on peut estimer à 200 le nombre de producteurs qui commercialisaient du poivre ou du cacao en 1983, soit moins de 15 % des agriculteurs de la région.

À partir de cette date, la montée des cours du poivre et du cacao et surtout l'enrichissement très visible des planteurs qui ont persévéré, vont provoquer un élan sans précédent. En 1986, si seulement 24 % des agriculteurs ont une culture de rente en production, ils sont 84 % à avoir planté du poivre ou du cacao (HAMELIN, 1991). Très peu d'agriculteurs produisent du riz ou des haricots pour la vente et certains planteurs n'en produisent plus du tout, car, pour leur consommation personnelle ils trouvent plus économique de les acheter. Uruara, qui était jusque-là exportatrice de riz, en importera au moment de la soudure au début de l'année 1987. La monoculture de poivre ou de cacao tend à se généraliser très rapidement, même les grandes unités d'élevage tenteront leur reconversion ; le propriétaire

- (13) L'Inca avait réservé des lots de 3000 hectares, destinés à des éleveurs, au-delà de la bande de 12 kilomètres de large située de chaque côté de la transamazonienne, prévue pour l'installation de petits agriculteurs sur des lots de 100 hectares.
- (14) Une trentaine de producteurs, situés sur terres très fertiles d'origine volcanique, ont bénéficié d'un plan qui leur a permis de planter dans d'excellentes conditions financières et techniques de 10 à 30 hectares de cacao.

d'une *fazenda* (15) de 6000 hectares, début 1987, mettra en pépinière 220000 pieds de cacao, mais il n'en plantera que 70000 faute de main-d'œuvre et une partie sera détruite lors de la sécheresse de l'été.

Dès l'été 1987, la chute des cours du cacao, suivie de celle du poivre, et une récolte très moyenne provoquée par la sécheresse vont briser cette tendance, très spéculative. De gros planteurs, qui croient tout d'abord à une crise conjoncturelle, empruntent pour maintenir leur niveau de vie, mais dès 1988 ils sont obligés de prendre des mesures drastiques (revente d'appartements dans les grandes villes, rapatriement des enfants qui étudiaient, vente de camions et de voitures afin de solder les emprunts) pour ne pas faire faillite et voir leur terres saisies par les banques. Les petits et les moyens producteurs n'ont pas ce souci car, depuis plusieurs années, ils n'ont plus accès aux crédits bancaires. Contrairement à la crise du début de la décennie, il y a peu d'abandons et pas de destructions volontaires. Quelques producteurs, sans main-d'œuvre familiale et sans ressources financières, laissent à l'abandon les plantations faites sur de mauvais sols et/ou atteintes par la maladie.

Les paysans, selon leur statut, développent des stratégies différentes pour faire face à la crise. Peu se résolvent à vendre ; les propriétés ont perdu jusqu'à 75 % de leur valeur et la crise affecte toutes les régions et presque tous les secteurs de l'économie brésilienne.

Les grands planteurs, qui possèdent plus de 20 hectares, ne se contentent pas de réduire considérablement leur niveau de vie, ils arrêtent toute nouvelle plantation (plus de 5000 hectares plantés en 1987, moins de 400 hectares plantés en 1990). S'ils ont quelques disponibilités à investir, ils le font dans l'élevage bovin. Ils réduisent au minimum le recours à la main-d'œuvre salariée, par une utilisation plus fréquente de la main-d'œuvre familiale, mais surtout grâce au métayage. Ils divisent leur plantation de cacao en lots de 5 à 10 hectares et chaque lot est attribué à une famille qui prendra en charge les travaux d'entretien et de récolte contre généralement la moitié de la production. Les projets de réforme agraire ayant sombré au Brésil, ils craignent moins les revendications foncières des métayers. Ils limitent l'utilisation d'engrais et d'insecticide, devenus relativement très chers mais ils accordent une attention particulière à l'entretien pour contrôler la maladie des « balais de sorcières ».

Les planteurs moyens, qui possèdent de 5 à 20 hectares, ont des stratégies plus diversifiées. Ils privilégient le poivre quand ils en possèdent. Il y a ceux qui se contentent de cueillir le cacao sans

(15) Grande ferme uniquement consacrée à l'élevage de bovins pour la viande généralement.

aucun entretien de la plantation, ils diminuent ainsi les temps de travaux de moitié mais, à terme, cette stratégie peut conduire à la disparition de la plantation, surtout en présence de maladies. D'autres, quand les surfaces excèdent leurs capacités de travail, font appel au réseau de parentèle : ils font venir un cousin, un neveu, un beau-frère, etc., en difficulté dans une autre partie du Brésil à qui ils concèdent la partie excédentaire de la plantation, selon un régime de partage des récoltes, difficile à évaluer, allant de la vente de la parcelle, foncier inclus si le migrant a quelques capitaux, à un travail non rémunéré en échange de l'hébergement et de la nourriture. Tous font ou refont du vivrier pour l'autosubsistance et quelques-uns pour la commercialisation. Ils cherchent aussi à développer des petites productions annexes : lait et fromage, légumes, fruits, basses-cours qui peuvent être d'un bon rapport avec un faible investissement. Les plus chanceux qui disposent encore de quelques ressources, les investissent dans l'élevage bovin.

Les petits planteurs, qui possèdent moins de 5 hectares, ont renforcé leurs productions vivrières, ajourné toute nouvelle plantation et recherchent des compléments de revenus en s'employant temporairement sur les grandes plantations, les *fazendas*, les scieries. Une partie de ceux qui possèdent des terres très éloignées loin des pistes les abandonnent temporairement pour venir en ville, attirés par un emploi sur les chantiers ouverts par la nouvelle municipalité.

Les grands et les moyens éleveurs profitent de cette période favorable à l'élevage pour investir : création de pâturages, amélioration du troupeau et parfois achat de terres.

Soumises à la double contrainte de l'éloignement des ressources et des contrôles fréquents qui traduisent la volonté de l'État de faire respecter la loi, pressions écologiques obligent, les scieries ont une activité stagnante ou en régression.

Les colons ont pris conscience que la production manuelle de riz et de haricot sur défriche brûlis ne leur permettrait jamais d'atteindre le niveau de vie auquel ils avaient rêvé quand ils sont venus en Amazonie. La mécanisation des cultures annuelles semblant financièrement et techniquement inaccessible, ils ont presque tous optés pour les cultures pérennes quand cette option a surgi. Ils ont planté poivre et cacao avec détermination espérant pouvoir gagner rapidement assez d'argent pour s'installer en ville avec leur famille, laissant sur place un gérant. La bulle de spéculation ayant rapidement crevé et n'ayant pas d'autre choix (comme l'exprime l'un d'eux : « mes terres ne valent plus rien, ailleurs au Brésil c'est aussi la crise, partir pour quoi faire, ici je vis mal mais je vis »), ils ont abandonné leur rêve de fortune rapide pour une stratégie d'accumulation plus lente. Ils ne croient plus au miracle, ils jouent la sécurité en

diversifiant et en rationalisant leur production avec l'espoir qu'avec le temps les infrastructures s'amélioreront et que, ainsi, s'ils ne peuvent pas aller vivre en ville, les services offerts par la ville et qui les tentent, leur parviendront.

Le futur reste incertain, la zone est très isolée ; la Transamazonienne, unique voie de communication avec l'extérieur, route fédérale, n'est qu'une mauvaise piste non entretenue depuis un an et plusieurs ponts menacent de s'écrouler. Sans son cordon ombilical, la région peut sombrer. Uruara a une économie qui ne repose que sur des productions primaires dont les cours sont totalement dépendant pour le poivre, le cacao et le bois des marchés internationaux. Cette base reste trop fragile pour assurer le développement de la région. Il n'y a pas de solution miracle ; améliorer les infrastructures, la productivité, créer une petite industrie de transformation permettra de croître doucement à moins que l'or ou la cocaïne réoriente totalement l'économie locale !

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

La situation nationale

Au Brésil, selon l'Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), il y avait 119 millions d'habitants en 1980 et on estime à 148 millions la population actuelle. C'est une population jeune, les moins de 20 ans représentent encore près de 50 % de la population totale. 75 % de la population est urbaine actuellement contre 67 % en 1980 et c'est en 1970 que les urbains sont devenus majoritaires. La population rurale, après s'être stabilisée entre 1960 et 1970, a décliné en nombre absolu entre 1970 et 1980 (IBGE, 1990).

Le Brésil est le pays de la mobilité. Parmi les 46 millions de migrants *inter-municipe* entre 1970 et 1980, près de 14 millions sont passés du rural à l'urbain et moins de 2 millions ont fait le chemin inverse. La région amazonienne est la seule dont la population rurale s'est accrue entre les deux recensements.

La baisse de la fécondité a été très importante au Brésil. Le nombre absolu de naissances s'est stabilisé puisque, selon les estimations de l'IBGE, d'un maximum de 4 millions de naissances vivantes en 1983, on serait passé à moins de 3,8 millions, en 1987. L'indice de fécondité est passé de 5,76 à 3,53 entre 1970 et 1984 (IBGE, 1988) et cette tendance semble continuer et même s'amplifier puisque la moitié de la baisse est intervenue durant les quatre dernières années de la période.

Uruara

Avant 1972, la zone d'Uruara était officiellement vide de population, même si l'on soupçonnait la présence de tribus indigènes (16). Le peuplement sera le fait de migrants venus presque exclusivement d'autres régions du Brésil; en 1985, seulement 4 % des chefs de famille d'Uruara sont originaires d'Amazonie.

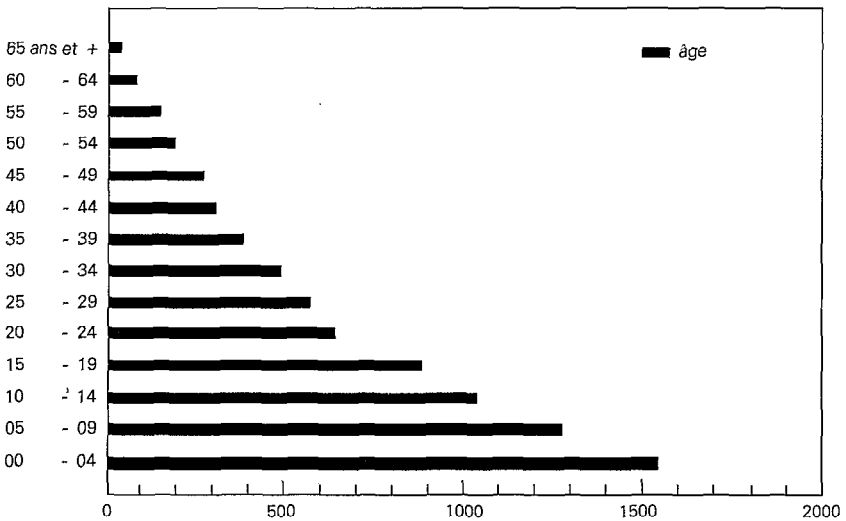


Fig. 2. — Pyramide des âges de la population de Uruara.

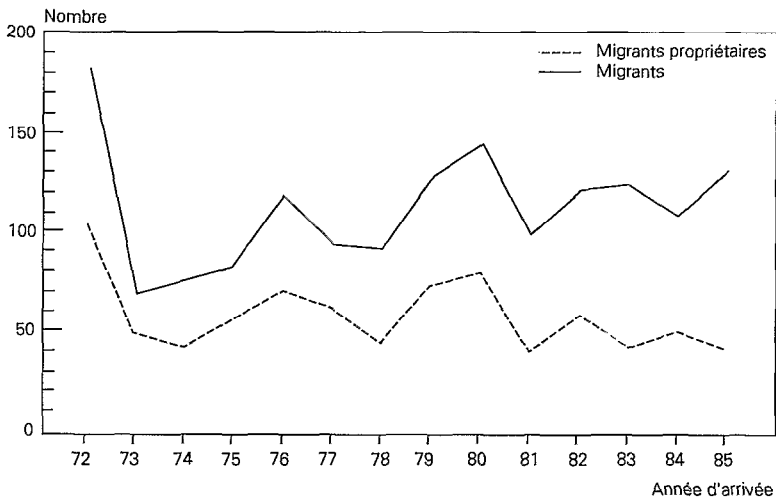


FIG. 3. — Migrants et migrants devenus propriétaires selon l'année d'arrivée.

- (16) Un groupe d'environ 100 Indiens Arara sera repéré, contacté et installé dans une réserve de 2500 kilomètres carrés, au sud-est du *município*, en 1982. Un autre groupe de 60 personnes a été contacté au sud du *município* en 1988.

La population d'Uruara était d'environ 20000 individus en avril 1986, d'après l'enquête réalisée cette année-là, et l'estimation est proche du chiffre fourni par les services de santé 19700 habitants (17). C'est une population très jeune (fig. 2). Les moins de quinze ans représentent presque la moitié de la population (48,8 %); la tranche des trente-cinq ans et plus, qui représente moins de 20 % de la population, est moins importante que celle des moins de cinq ans. La jeunesse de la population s'explique surtout par les caractéristiques du flux migratoire, essentiellement composé de jeunes couples; un taux brut de natalité de 51 % n'est pas étonnant dans ce cas-là. La très faible représentation des soixante ans et plus, qui trouve son origine dans la structure par âge des migrants, est aussi la conséquence d'une mortalité très élevée (18). Cette situation est induite par des conditions de vie précaires et surtout par l'absence d'infrastructures sanitaires publiques. Comme les enfants en bas âge, les anciens ne sont pas prioritaires pour l'accès aux structures de soins privés très coûteuses. La mortalité infantile est aussi très élevée, environ 170 % en 1986, et elle a les mêmes causes. Les femmes qui veulent accoucher à l'hôpital doivent se rendre à Altamira, ville distante de 190 kilomètres, avec six à dix heures de bus, selon l'état des pistes; l'hôpital ne garde les femmes que durant 48 heures au maximum, et elles doivent faire le même voyage au retour avec le nouveau-né. En 1986, la situation était dramatique pour les femmes qui ne pouvaient pas allaiter, il y avait une pénurie de lait et certains nouveaux-nés étaient nourris d'eau de riz ou de jus de haricot. Depuis fin 1989, la situation s'est améliorée sous la pression de la population : l'hôpital, achevé en 1988, mais toujours sans médecins, a ouvert une section maternité avec les sages-femmes traditionnelles et les pénuries ne sont plus à redouter avec le développement de l'élevage laitier. La mortalité infantile a certainement baissé.

Le taux d'accroissement naturel est, en 1986, supérieur à 4 % mais la migration a été et reste en partie un facteur important du peuplement.

Les quotas initiaux, qui prévoyaient l'installation de 75 % de Nordes-tins, ne seront jamais respectés; dès la première année, en 1972, ils ne sont que 55 % contre 54 % pour l'ensemble en 1985 (fig. 4 et 5).

- (17) Le service de lutte contre le paludisme avait, à la même période, mené une campagne de traitement des habitations et relevé les personnes présentes. Les services statistiques officiels avaient fourni le chiffre de 35000 résidents au 1^{er} janvier 1985, mais ce chiffre était très politique car il concernait le dossier pour l'émancipation municipale!
- (18) 35 décès déclarés de plus de soixante ans en 1985 pour un effectif de 208 individus présents au 31 décembre 1985, lors de l'enquête; chiffres effrayants mais corroborés par les observations sur le terrain.

Migration

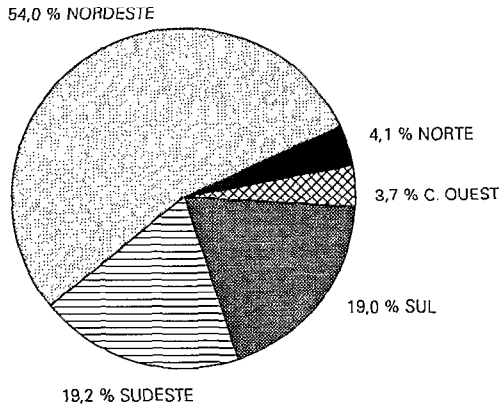


FIG. 4. — Chefs de famille d'Uruara selon leur région d'origine, en 1985.

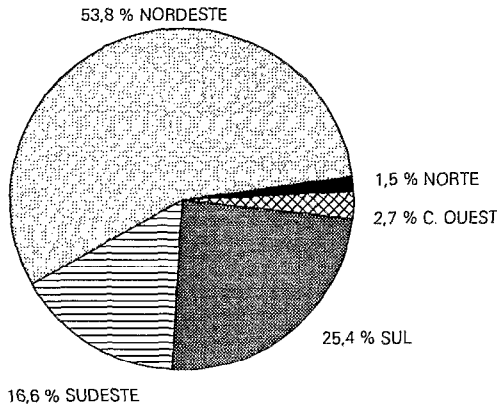


FIG. 5. — Chefs de famille d'Uruara attirés en 1972, selon leur région d'origine.

Nous constatons aussi l'absence d'Amazoniens au début; citadins en majorité, il n'arriveront qu'après la création de la ville et en nombre très limité.

Quand on compare la courbe d'arrivée des migrants (fig. 3) avec celle de l'arrivée des propriétaires de terres (19), nous constatons qu'elles sont parallèles jusqu'au début des années quatre-vingt. Elles divergent ensuite à cause de l'allongement des délais d'accès à la

(19) Sont considérées comme propriétaires, toutes les personnes détentrices ou non d'un titre et qui occupent une terre qui n'est ni louée ni revendiquée par une autre personne.

terre qui passent en moyenne de moins d'une année à plus de deux ans à cette époque, les migrants arrivés en grand nombre en 1980 n'accéderont à la terre qu'en 1982 et 1983, quand l'Inkra libérera des réserves foncières. Une autre cause de cette divergence sera la substitution des migrations spontanées par des migrations sollicitées par les réseaux familiaux principalement et celles, relativement nouvelles, de petits investisseurs originaires de la zone cacaoyère de la Bahia.

La forte corrélation entre le nombre de migrants et le nombre d'accédants à la propriété n'indique pas que l'obtention de terres est à l'origine des migrations mais que l'accès à la terre est l'une des principales conditions de la fixation sur place des migrants. Quand on leur pose la question sur les motifs d'émigration, ils parlent souvent de la rumeur qui disait : « c'était le lieu où il faisait bon vivre pour les pauvres », « l'endroit où l'on pouvait faire fortune », « où il y avait beaucoup de terres libres » mais ils n'oublient pas de parler de leur déception et de leurs malheurs quand ils sont arrivés sur place, souvent obligés d'accepter n'importe quel travail pour survivre et malgré tout ils concluent à 80 % que c'est mieux ici et qu'ils ne regrettent pas puisque « jamais là-bas ils n'auraient pu avoir cela ».

À côté de ces migrants spontanés accourus au son de la rumeur, on observe l'arrivée de migrants qui se sont renseignés ou qui sont sollicités par la famille déjà sur place ou par des connaissances. Ils viennent comme renfort de main-d'oeuvre, occuper ou acheter une terre libre indiquée par un résident d'Uruara. Depuis 1985, est apparue une autre catégorie de migrants ; ce sont de petits planteurs bahianais qui, laissant leur plantation en gérance, viennent investir dans la région, attirés par les disponibilités foncières et la forte productivité régionale (Bahia a connu de mauvaises récoltes pour cause de sécheresse). Mieux formés techniquement, ils plantent d'emblée d'importantes surfaces ; ce mouvement se ralentit à cause de la persistance de la crise, mais ils restent les seuls à planter encore du cacao.

Le flux migratoire persiste mais il a changé de nature ; on ne part plus à l'aventure en Amazonie, on s'y rend si une connaissance garantit du travail ou de la terre, ou pour y réaliser un projet économique précis. L'Amazonie n'est plus une terre d'aventure, l'ultime frontière du Brésil disparaît !

Maîtrise de la fécondité

Une fécondité encore élevée amplifiée par la structure par âge de la population, laisse prévoir *a priori*, que le taux d'accroissement naturel

de la population devrait rester fort à court et à moyen termes. Mais une enquête réalisée en 1987, auprès d'un échantillon restreint de 110 femmes et complétée par des entretiens, nous amène à émettre l'hypothèse d'une chute importante et rapide de la fécondité qui aura des conséquences à moyen terme sur la structure de la population. Cette baisse de la fécondité est aussi révélatrice d'un changement de comportement important.

TABLEAU I
CONTRACEPTION ET DESCENDANCE POUR LES MÈRES DE 28 À 52 ANS.
AU MOMENT DE L'ENQUÊTE (1987)

Femmes	Âge	45 - 52	40 - 44	35 - 39	28 - 34	28 - 52
Total		22	21	25	42	110
Utilisant la pilule		3	8	15	14	40
Stérilisées		1	3	6	11	21
Nbre moyen d'enfants		8.4	6.9	6.2	4.3	5.9
I. fécondité estimé*		8,5	7,2	6,9	5,6	6,7

* Estimés à l'aide de table de fécondité.

Le tableau I nous montre qu'en dépit d'un fort taux (55 %) de prévalence de la contraception, la fécondité reste élevée, pour cet ensemble de femmes, elle est semblable à celle du Brésil rural en 1980 (IBGE, 1988). L'écart de fécondité est de 34 % pour les deux générations extrêmes de notre échantillon. Nous pouvons rapprocher ce chiffre, pour un écart de génération de 17,5 ans, de celui de 39 % (de 5,76 à 3,53; IBGE, 1988) enregistré pour le Brésil entre 1970 et 1984. Les informations recueillies auprès des femmes les plus jeunes confirment le développement de la stérilisation comme méthode contraceptive. La stérilisation n'est plus seulement réservée aux femmes de parité supérieure à 4 enfants, elle devient courante chez les femmes de moins de trente ans avec une parité de 2 ou 3; ce que confirme un médecin confronté à des demandes de stérilisation de la part de femmes de moins de vingt ans, parfois mère d'un seul enfant. Les enquêtes DHS de 1986 (RUTENBERG *et al.*, 1987) et IBGE de 1984 (IBGE, 1988) constatent, au niveau du Brésil, cette évolution; la stérilisation devient une méthode contraceptive courante quel que soit l'âge de la femme dès que la parité est égale à 2.

Il est impressionnant de voir comment, dans cette région isolée, les femmes, discrètement mais avec beaucoup de volonté, assurent le contrôle de leur descendance. Alors que, jusqu'en 1982, il fallait se rendre à Altamira pour se procurer la pilule et que, jusqu'en 1987,

il était plus économique et plus sûr de faire 3000 ou 4000 kilomètres vers le sud pour se faire stériliser, ces femmes, sans aucune incitation, ont consenti à des efforts financiers et à des déplacements difficiles pour pouvoir prendre le contrôle de leur fécondité. Atteindre ce taux de prévalence de la contraception, en dehors de toute campagne d'incitation et malgré la résistance de l'église et du STR qui était nataliste, est étonnant. Lors des entretiens préparatoires à l'enquête, les informations recueillies auprès des sages-femmes traditionnelles permettaient d'estimer le taux de prévalence de la contraception à 25 %.

Si la crise économique et le retour à la démocratie, au niveau global, ont certainement une influence sur la fécondité, il reste très difficile de faire une liaison directe et hiérarchisée entre ces trois phénomènes. L'hypothèse la plus vraisemblable est que la consolidation de la démocratie, les changements économiques, la maîtrise de la fécondité sont des indicateurs *de même niveau* de la mutation actuelle de la société brésilienne. C'est la perception que les individus ont d'eux-mêmes, de leurs rôles, de leurs places dans la société ainsi que la société elle-même qui ont changé. Les familles désirent moins d'enfants car elles comprennent que si elles veulent les éduquer, les soigner, leur offrir une chance pour qu'ils vivent mieux, il ne faut compter que sur elles-mêmes et pas sur les ressources d'un État sans moyens, ni sur la prodigalité de la nature, puisqu'elles-mêmes, sur l'ultime frontière, n'ont pas réalisé leurs rêves.

CONCLUSION

L'Amazonie était l'ultime frontière. La substitution de la migration plus ou moins aventureuse par une migration intégrée dans une stratégie sociale, associée à cette limitation volontaire de la descendance, traduit la prise de conscience par la population de la disparition du mythe de la frontière, essentiel dans la construction de cet État depuis cinq siècles. Il n'existe plus un *ailleurs* où résoudre les problèmes. Les contradictions sociales devront être débattues et résolues. La possibilité de fuite en avant dans l'espace géographique est terminée. Les trop-pleins sociaux ne peuvent plus se déverser, la société doit changer et elle a déjà entamé sa mutation.

Nous ne pourrions plus écrire comme MOOG (1954) :

Nous [Brésiliens] sommes une société désarticulée qui espère que des démagogues ou des chefs de bandes, plus ou moins providentiels viennent solutionner des problèmes qu'à la rigueur

seules des communautés spirituellement, moralement et organiquement intégrées savent et peuvent résoudre.

Au Brésil, pays au territoire inachevé, le débat contradictoire, nécessaire aux changements dans l'ordre social, était impossible, les contradicteurs étant expulsés vers la frontière où ils finissaient toujours par reproduire à l'identique le modèle. La quête de l'homme providentiel n'était qu'un masque pour une équation que l'inconscient collectif savait insoluble ; car comment définir les règles du jeu social quand on ne connaît pas les limites de l'espace social.

L'histoire, maintenant que les bornes de la nation sont posées, s'accélère. Une identité brésilienne peut s'affirmer de manière autonome et l'on peut être optimiste pour le futur du Brésil.

Le futur d'Uruara et de l'Amazonie est lui plus incertain. L'activité économique, cantonnée dans le secteur primaire est dépendante des marchés mondiaux ; elle est en plus dispersée dans un immense espace mal maîtrisé, et éloigné des centres de consommation. Même si les pionniers en Amazonie ont su ne pas se maintenir à l'écart du changement, ils ne resteront ni agriculteur ni en Amazonie si l'économie locale est incapable de satisfaire leurs aspirations à la modernité.

L'expansion de la frontière agricole en Amazonie est liée au fait que même une agriculture peu rentable représente une solution pour certaines couches très pauvres de la population brésilienne (LENA, 1991). Dans ces conditions, si une conjoncture économique favorable offre des emplois et un niveau de vie décent dans d'autres secteurs d'activités et dans d'autres lieux, ce serait la fin de certains projets de colonisation si l'État n'intervient plus en leur faveur ; Uruara serait dans cette situation.

Laisser se refermer la forêt peut être une grande tentation pour l'État qui ferait des économies et donnerait en même temps satisfaction aux mouvements écologistes. Mais il n'est pas sûr :

- que la forêt ne serait pas détruite par le passage à l'élevage extensif avant de pouvoir éventuellement repousser (20) ;
- que, devant la révolte des populations, la solution soit politiquement viable.

En dehors de la frustration sociale qu'une telle politique provoquerait, ce serait une erreur de laisser perdre vingt ans d'expérience. L'accumulation des savoirs et des savoir-faire doit être valorisée car un jour

(20) Si les négociations du Gatt, actuellement en cours, aboutissaient à la libéralisation totale des échanges agricoles, la forêt amazonienne risque de disparaître encore plus vite que les éleveurs européens condamnés par cette libéralisation.

l'homme occupera l'Amazonie, cela semble inéluctable. La question qui se pose alors n'est pas de savoir si l'homme a sa place en Amazonie, mais quelles sont les conditions sociales, économiques et politiques de l'émergence de modes de production moins prédateurs permettant aux Amazoniens de vivre en harmonie avec leur milieu, tout en respectant les grands équilibres écologiques planétaires ?

BIBLIOGRAPHIE

- ARAUJO (R.), 1991. « Campo religioso e trajetórias sociais na transamazonica » in *Amazonia 20 anos depois*. Belém, Orstom-MPEG.
- DUPRÉ (éd.), 1991. *Savoirs paysans et développement*. Paris, Karthala-Orstom.
- HAMELIN (P.), 1991. « Du riz au cacao sur la transamazonienne » in DUPRÉ (éd., 1991).
- HEMMING (J.), 1974. *Red gold*, Londres, Macmillan.
- IBGE, 1988. *Perfil estatístico de crianças e maes no Brasil*, Rio de Janeiro, IBGE.
- IBGE, 1990. *Anuario estatístico 1989*. IBGE.
- LÉNA (P.), 1986. « Aspect de la frontière amazonienne », *Cah. Sci. Hum.*, vol. 22, n° 34, Paris.
- LÉNA (P.), 1991. Introdução, in LÉNA et OLIVEIRA (éd., 1991) : 9-23.
- LÉNA (P.) et OLIVEIRA (A. E.) (éd.), 1991. *Amazônia a fronteira agrícola 20 anos depois*. Museu Paraense Emilio Goeldi-Orstom.
- MOOG (V.), 1954. *Bandeirantes e pioneiros*. 15^e édition, Rio de Janeiro, Civilização brasileira.
- OLIVEIRA (A.), 1983. *Occupação Humana in Amazonia*, São Paulo, Ed. Brasiliense et CNPq.
- RUTENBERG (N.), OCHOA (L.) et ARRUDA (J. M.), 1987. « The proximate determinants of low fertility », *Brazil*, IFPP, vol. 13, n° 3.
- THÉRY (H.), 1989. *Le Brésil*, Paris, Masson.
- VALLIN (J.), 1989. *La population mondiale*. Paris, La Découverte.